

L'Europe et la dictature

Author : Laurence Vanin

Categories : [Politique](#)

Date : 14 juillet 2015

Sommes-nous revenus à l'ère de la dictature ? Il est surprenant de constater que c'est un gouvernement socialiste qui use et abuse de l'article 49.3 afin de faire passer en son pays et en force des lois dont personne ne veut.

D'un pays à l'Europe, il n'y a qu'un pas ... celui qui perpétue les méthodes et qui témoigne aujourd'hui de l'anesthésie générale des peuples qui, désabusés, ne se sentent même plus l'âme d'une révolution.

Difficile aussi de croire à la domination allemande sur la France, mais à voir la position de notre dirigeant dans l'affaire grecque, tout le laisse penser. Ainsi, dans le couple franco-allemand, il ne fait plus aucun doute quant à « celui » qui porte le pantalon... Comment un gouvernement socialiste peut-il intercéder dans les choix du peuple grec qui se refuse à l'austérité, un peuple à bout de souffle qui a dit « non » ! François Hollande croit-il, en s'interposant entre l'Allemagne et la Grèce, passer ainsi pour le prince de la diplomatie ?

La Grèce dont l'Etat est en faillite depuis 2010 et qui, depuis la crise de 2012, se voit dans la surenchère de l'endettement. Et à qui l'on vient « de proposer de proposer » un nouveau plan d'austérité sur 30 ans (Athéna doit verser une larme sur le Mont Olympe) pour ensuite faire la fine bouche pour l'accepter. Honneur oblige, histoire de simuler une sanction à l'égard de l'insolence grecque qui a osé solliciter son peuple face aux grands nantis de cette Europe des financiers/créanciers.

Un plan, qui s'il est accepté sera finalement financé par les autres Etats membres dont la France et les Français.

L'austérité, les passages en force (et les exemples ne manquent pas) malgré les référendums négatifs, voilà sur quoi se bâtit l'Europe, et ce depuis sa mise en place !

La crise économique grecque révèle donc le mauvais visage de cette Europe de la finance qui piétine les peuples, les affame ou les renvoie à la pauvreté, révélant ainsi les luttes des classes abâtardies et les relents d'un vieux marxisme.

Les grecs ont du s'éveiller avec la nausée des lendemains de soir de fête, avec la « gueule de bois » ... Non seulement le « non » n'aura servi qu'à faire valoir momentanément la parole de

Tsipras. Un « non » qui vient non seulement d'être méprisé mais aussi instrumentalisé et détourné de sa signification première. Un « non » qui aurait dû résonner comme un claquement de porte. Retentissant comme une sortie souhaitée d'un système qui ne fournit pas ses preuves mais qui chaque jour opprime davantage les peuples des pays membres de l'Union qui subissent une flambée des impôts et des taxes. Les classes pauvres sont étouffées, les classes moyennes s'asphyxient jour après jour et rejoignent progressivement la classe des pauvres. L'Europe vient de rétablir cette scission déjà connue du temps de Germinal ... la division entre le bourgeois, technocrate, créancier et le prolétariat !

« C'est la lutte finale » ... tralalalala ... et de penser que le peuple se rebelle contre les « bourgeois » comme si l'on revisitait une lutte des classes. Alors que nous vivons déjà dans un totalitarisme exacerbé, parallèlement à une montée en puissance des intégrismes. Un totalitarisme qui rappelle celui des idées noires qui avait associé au marxisme – où l'homme n'était réduit qu'à une plus-value au service du capital – les idéaux ignominieux du racisme imposés à l'époque par le régime hitlérien.

La dictature est donc de retour... Avant, elle était l'œuvre d'un seul sur tous (un Souverain sur un peuple), maintenant elle est le fruit d'une combinatoire diplomatique dans laquelle certains politiques se réjouissent de faire avancer ou de bloquer des « négociations », en alimentant les peurs, au détriment des peuples. Mais lorsque les peuples n'auront plus rien à perdre et que les classes moyennes seront pauvres à leur tour, l'Europe risque d'imploser... à défaut d'une guerre... les coups d'Etats pourraient se généraliser et accélérer des « sorties » multiples d'Etats Européens qui auront senti la faille.

L'espoir qu'avait fait naître le « non » grec laissait présager d'une possible sortie de l'impasse et marquait ainsi un tournant dans la mise en place de cette politique caduque menée par l'UE : le retour de la démocratie.

Mais la réalité est toute autre, certains se refusent à laisser partir la Grèce car ils ne veulent pas être désavoués publiquement. Le compromis aurait l'air d'une compromission : si la Grèce avait claqué la porte à l'Europe, l'échec de la politique économique européenne aurait éclaté au grand jour ! Et de cela les principaux dirigeants concernés, si accrochés à leurs postes et leur petits privilèges n'en veulent pas. Surtout si par la suite la Grèce venait à s'en sortir sans la zone euro... Elle montrerait le « mauvais » exemple. Les retournements de situation risquent aussi de viser à limiter la souveraineté grecque avec une mise sous-tutelle et un assujettissement de la souveraineté grecque à l'UE. Ce serait la dernière estocade portée au dirigeant grec pour le « punir de son refus d'allégeance » !

Plus grave encore cela viendrait contrarier l'égalité des souverainetés impliquées dans la gouvernance *multilevel* imposée par la structure de l'UE et sonnerait l'heure de la division : l'aveu de la suprématie de certaines souverainetés sur d'autres ou le « triomphe des alliances » au sein même des Etats membres.

Il s'agit de voir maintenant si le couple franco-allemand pourra résister face aux arguments des chefs d'Etats réfractaires ... ou si, tout simplement, le couple improbable va rester solidaire. Le politique va-t-il l'emporter sur l'économique ? La France va-t-elle s'affranchir de la « domination » allemande ? Les intégrismes montant au cœur de cette Europe vont-ils être dynamisés par des politiques reçues ou perçues comme des provocations ou des régressions ?

Oui, la crise est politique et nous sentons vrombir comme l'âme d'une révolution ... Car les peuples de leur côté réprouvent les politiques et détestent économiquement l'austérité imposée en soit disant gage de « paix » ou comme promesse d'une future prospérité. D'autant que partout les conflits ne cessent de s'intensifier ou de se multiplier ! Si aujourd'hui les grandes puissances se défont, à la différence des deux guerres mondiales, elles le font sur d'autres sols que l'Europe ... Mais ne soyons pas dupes, ce sont les mêmes forces qui s'affrontent. Les mêmes dirigeants qui s'imposent, les mêmes enjeux "économiques" qui se sont délocalisés.

Et pendant ce temps-là, la mondialisation avance et partout les guerres de religions sévissent ...